

# Impact des mesures d'austérité sur les femmes en Europe

Unif été CADTM 3 juillet 2011

Avant toute chose, je voudrais vous dire

## Pourquoi il est si important pour le CADTM de renforcer autant ses analyses que ses pratiques féministes ?

Alors que le CADTM n'est visiblement pas centré sur le travail féministe ou le travail spécifique envers les femmes toute son action en vue de l'annulation de la dette sous-entend implicitement l'émancipation des femmes.

De fait, l'annulation de la dette n'est pour nous, qu'un *moyen* d'atteindre l'objectif et l'objectif est la libération des êtres humains – femmes et hommes - de toutes les oppressions.

Dans cette logique, capitalisme et patriarcat, systèmes d'oppression et de domination des femmes, doivent tous deux, à nos yeux, être dépassés et détruits. L'imbrication de ces deux systèmes est tellement forte et leurs racines si communes que le CADTM est bien conscient qu'il ne peut lutter contre l'un sans s'attaquer à l'autre.

C'est pourquoi on travaille par diverses initiatives à constamment renforcer notre engagement féministe.

L'une d'entre elles est la création par le CADTM Europe de l'Initiative « Femmes en mouvement contre la dette et les plans d'austérité ».

Sonia vous présentera plus en détail ce projet aux finalités autant analytiques que mobilisatrices. Déjà vous dire que cette initiative espère pouvoir contribuer à la création en Europe d'un espace politique de réflexion et d'actions coordonnées des femmes contre le « système dette » et pour l'élaboration d'alternatives féministes aux logiques humainement mortifères du capitalisme financier.

Afin d'introduire les exposés de ....qui vous présenteront les impacts des mesures d'austérités sur les femmes de leurs pays, je vous propose de faire un tour d'horizon européen des principales politiques qui sanctionneront les acquis et l'émancipation des femmes.

Avant toute chose, il faut bien souligner que la crise de la dette provoquée par le sauvetage des banques et fruit de politiques fiscales favorables aux individus les plus riches et aux grandes entreprises n'est absolument pas neutre au point de vue du genre.

Elle est sexuée dans ses caractéristiques et ses effets. Elle touche les populations les plus fragilisées, les plus pauvres et donc majoritairement les femmes ! Et parmi elles, celles qui sont

les plus vulnérables : les mères célibataires, les femmes jeunes, âgées, migrantes, les femmes provenant d'une minorité ethnique, du milieu rural ou encore ayant été victimes de violences.

Nul doute que les innombrables reculs socio-économiques testés sur elles aujourd'hui pour que les capitalistes n'aient pas à payer la crise seront imposés demain à toutes les classes populaires, femmes et hommes.

## ***Quelles furent les principales régressions sociales imposées aux femmes en Europe au nom de la dette ?***

### **I. Une diminution des revenus du travail rémunéré des femmes**

est bien un des impacts majeurs de la récession résultant de la crise de la dette.

Notons que bien avant la récession, la situation des femmes sur le marché de l'emploi était déjà loin d'être égalitaire à celle des hommes.

L'emploi des femmes reste caractérisé par une ségrégation femmes-hommes par secteur de travail, des écarts salariaux, un taux élevé de travail à temps partiel et la concentration dans les secteurs de l'économie moins rémunérateurs, sous-valorisés, moins protégés par la sécurité sociale et informels. Dans de telles circonstances, il n'est pas étonnant que les femmes se trouvent dans une situation moins avantageuse pour affronter la crise.

La diminution des revenus du travail rémunéré des femmes résultant de la crise de la dette et des mesures macro-économiques qui lui furent associées est la conséquence de plusieurs facteurs :

#### ***1. Le taux de chômage des femmes a augmenté***

Si la crise à, dans sa première phase, frappé de plein fouet les secteurs à prédominance masculine (cf. secteurs bancaires, du bâtiment, de l'industrie automobile et des transports), les secteurs où prédomine une main-d'œuvre féminine (cf. les secteurs financés par les pouvoirs publics, les services aux personnes et aux entreprises – cafétérias, catring, horeca, nettoyage, etc. -, la restauration ainsi que les secteurs de la vente et du commerce) sont actuellement directement et très fortement touchés.

Cet impact sexuellement différencié de la crise sur l'emploi des femmes et des hommes est révélateur de la prégnance de la segmentation professionnelle qui confine les femmes dans des

ghettos d'emplois traditionnellement féminins et donc généralement atypiques, sous-valorisés, sous-payés et précaires.

Les pertes d'emplois féminins seront essentiellement imputables au non renouvellement de contrats à durée déterminée, à la perte de pouvoir d'achat des consommateurs et des utilisateurs de services et aux coupes budgétaires dans les finances publiques imposées par les mesures d'austérité.

En Europe, les femmes sont largement prééminentes dans les services publics puisqu'elles constituent pas moins des 2/3 des actifs des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale. Les restrictions financières exigées des pouvoirs publics vont donc disproportionnellement plonger un nombre considérable de femmes dans le chômage et la précarité.

Si les pertes d'emplois des femmes sont moins soudaines, moins spectaculaires et donc moins visibles que celles qu'ont connu et connaissent encore les hommes, elles ne seront certainement pas moins douloureuses. De fait, les conséquences du chômage sont plus graves pour les femmes dans le long terme. Elles éprouvent davantage de difficultés à retrouver un emploi car elles sont plus vulnérables sur le marché du travail dans la mesure où elles ont en moyenne moins d'expérience que les hommes et que leurs carrières sont souvent basées sur des emplois à temps partiels avec des contrats temporaires.

En outre, les enquêtes montrent que les femmes sont plus susceptibles d'être licenciées lorsque les emplois se font rares car les hommes sont encore et toujours considérés comme des gagnepains légitimes. Une enquête de dimension mondiale réalisée en 2005<sup>1</sup> révèle que près de 40% des personnes interrogées estiment que dans une telle situation, les hommes ont plus le droit à l'emploi que les femmes.

Enfin, les travailleuses migrantes employées comme domestiques et/ou auxiliaires maternelles subiront de plein fouet la baisse du pouvoir d'achat de leurs 'employeuses'. Comme celles-ci n'auront plus les moyens de s'adjoindre leurs services, elles les licencieront. Bien que l'emploi des travailleuses migrantes comme domestiques ne leur fournit nullement un travail décent et accentue les différences entre les femmes, l'immigration économique de ces femmes représentait une alternative à la pauvreté de leur pays d'origine.

Notons pour conclure, que les effets de la crise de la dette sur l'emploi des femmes ont toutes les chances d'être sous-évalués. De fait, les personnes travaillant à temps partiel sont exclues des chiffres officiels du chômage. Or en Europe, en 2007, 31,2%<sup>2</sup> des femmes qui ont un emploi travaillent à temps partiel (c'est 4 fois plus que les hommes). Le passage des femmes à un emploi à temps partiel est une des conséquences directes de la crise...

---

<sup>1</sup> Doc du Lobby Déclaration

<sup>2</sup> ibid

Voici quelques exemples pour illustrer quelque peu le chômage féminin en Europe consécutif à la crise de la dette

En République Tchèque<sup>3</sup>, le chômage touche surtout les mères à leur retour de congé de maternité, les mères avec de jeunes enfants en général, les femmes de + de 50 ans et les femmes migrantes tandis que dans une ville du Nord du Portugal, sur 17.000 habitants 6.000 femmes sont sans-emploi<sup>4</sup> !

En Pologne, l'industrie textile essentiellement féminine s'est retrouvée en détresse lorsque les segments principaux qu'elle approvisionnait en Europe de l'Ouest se sont effondrés : 40.000 emplois ont été perdus<sup>5</sup>.

## ***2. Les salaires et retraites des travailleuses sont réduits***

L'une des principales variables d'ajustement consiste à réduire salaire et temps de travail des travailleurs/euses du secteur public composé, comme on l'a vu majoritairement de femmes.

- Les salaires sont gelés ou réduits (en Estonie, entre 2008 et 2010, les salaires de la fonction publique ont été diminués de 15%),
- les retraites sont diminuées (en Irlande, une taxe de 7,5% est imposée sur les retraites),
- les avantages professionnels tels que des primes ou des versements complémentaires comme le 13<sup>ème</sup> ou le 14<sup>ème</sup> mois sont sapés,
- de nombreux postes à temps complet sont convertis en temps partiel,
- le recours au congé sans solde se généralise (en Roumanie, les salarié ont été contrain de prendre 2 semaines de congés sans solde en 2009)...

En Belgique, les femmes travaillant comme aides familiales ou dans le nettoyage des bureaux autant du privé que du public alors qu'elles travaillent déjà bien souvent à temps partiel, on vu leur temps de travail encore diminué. Ces pertes de salaire pour ces travailleuses qui peuvent le moins se le permettre génèrent souvent un recours au système de crédit afin de pouvoir assurer les besoins de leur famille et leur survie.

Toutes ces mesures imposées par les politiques d'austérité ou consécutives à la récession ne font qu'encore faire chuter le pouvoir d'achat déjà restreint des femmes. Cette glissade vers la précarité les amène souvent à chercher un 2<sup>ème</sup> voir un 3<sup>ème</sup> emploi ou à alterner, comme en

---

<sup>3</sup> Rapport Oxfam p 15

<sup>4</sup> Doc syndicat anglais p 7

<sup>5</sup> WIDE Impact crise femmes Europe Centrale et de l'Est pg 8-9

Angleterre, leur temps de travail avec celui de leur conjoint : alors que l'un-e travaille de jour, l'autre travaille de nuit pour éviter de devoir allouer une partie de leurs revenus à la garde de leurs enfants...

L'actuelle précarité des femmes retraitées sera comme on l'a vu encore accentuée. Toujours plus de femmes vivront l'enfer d'une vieillesse démunie alors qu'elles auront travaillé toute leur vie. Notons qu'en France, notamment à cause de la généralisation du travail partiel (or, qui dit travail partiel, dit retraite partielle !), les retraites féminines sont inférieures à 40% de celles des hommes tandis qu'en Pologne les femmes reçoivent une retraite inférieure au salaire minimum déjà extrêmement faible !

### ***3. La crise de la dette accentue le phénomène de précarisation de l'emploi féminin en Europe***

La diminution des revenus du ménage générée par la récession pousse les gens des classes populaires à accepter des emplois qui se situent largement en deçà de leurs qualifications professionnelles et/ou de leur niveau d'étude.

Ce phénomène est particulièrement vrai pour les femmes (et plus particulièrement pour les mères)

Ainsi, encore plus aujourd'hui qu'hier, les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires tels que les temps partiels, les contrats à durée déterminée, le travail intérimaire ou encore informel.

Non seulement ce seront précisément ces emplois-là qui seront les premiers supprimés en cas de licenciement mais en plus, ils ne permettent pas ou peu aux travailleuses d'accéder à la protection qu'offre la législation du travail et la sécurité sociale. Bien souvent, les travailleuses précaires sont privées des conditions relatives à la protection durant la grossesse ou au congé de maternité ainsi que d'autres formes majeures de protection sociale.

Pour clore ce premier point, on peut affirmer que la crise de la dette et les mesures qui lui furent associées ont indubitablement amoindri partout en Europe les revenus que les femmes peuvent escompter de leur travail rémunéré.

Un paramètre illustrant parfaitement cette tendance est l'augmentation avec la crise de l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Il atteint en 2010 une moyenne de 18% et monte jusqu'à 30%<sup>6</sup> dans certains pays tels qu'en Estonie (en Belgique, il est de 21%<sup>7</sup>).

---

<sup>6</sup> Lobby déclaration

<sup>7</sup> Rapport CSC à la fin Nos défis

Ainsi la crise de la dette est dans toute l'Europe synonyme de précarisation financière, physique et psychologique du travail des femmes, d'augmentation de leur pauvreté (un nombre grandissant de travailleuses ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté) et de perte d'autonomie financière élément fondamental de toute réelle émancipation des femmes

## **II. La casse de la protection sociale**

Une grande partie des économies imposées au secteur public au nom de la dette provient de coupes pratiquées dans les prestations sociales. Or les dépenses comme les recettes de l'Etat sont genrées : si les hommes en raison de leur salaire plus élevé ont tendance à être les principaux contributeurs des recettes fiscales de l'Etat, les femmes ont quant à elles, tendance à être les principales bénéficiaires des dépenses publiques par le biais de services sociaux qui eux-aussi sont genrés : garde d'enfants, prise en charge des personnes dépendantes, le logement, l'éducation, la santé, ...

Par conséquent, des réductions dans les dépenses publiques destinées à assurer une protection sociale sont beaucoup plus susceptibles d'influer directement sur les femmes.

Ce constat est particulièrement criant dans 2 domaines :

### ***1. Les mesures d'austérité entravent les politiques familiales des Etats***

La réduction ou carrément la suppression de certaines allocations sociales vont directement affecter les femmes et plus particulièrement les mères et parmi elle les mères chef de famille.

Ces mesures vont entraver tout processus favorisant l'égalité des sexes et mettent en péril un grand nombre d'acquis sociaux résultant des luttes féministes.

Ainsi :

- Le gouvernement roumain a réduit les allocations familiales et celles du congé de maternité ainsi que les allocations pour les familles monoparentales (plus de 90% des familles monoparentales sont représentées par une femme seule et ses enfants) et les prestations d'aide aux personnes handicapées.
- En République tchèque, les prestations sociales versées aux familles à faible revenus (et donc souvent monoparentales) ont été supprimées, le montant des allocations du congé parental a été diminué et ses conditions d'accès ont été rendues plus rigoureuses. Ont également été réduites les allocations de naissance ainsi que celles attribuées pour des soins à domicile

- En Angleterre, la subvention de bonne santé pendant la grossesse, les allocations familiales, les crédits d'impôts liés à la naissance d'un enfant ont tous été réduits ou gelés.

D'autres réductions, comme la réduction des aides au logement, vont toucher les femmes de façon disproportionnée, car d'avantage de femmes que d'hommes dépendent de ces prestations. Une étude commandée par le syndicat anglais TUC relève que suite à toutes ces mesures, les mères célibataires perdront pas moins de 18% de leur revenus nets<sup>8</sup>.

- En Bulgarie, le nombre de structure d'accueil et de protection des enfants ont été réduites tandis qu'en Estonie les heures d'ouverture ont été coupées et qu'en Irlande, le prix des places par enfants à été augmenté<sup>9</sup>.

De plus, alors que les femmes sont souvent désavantagées en terme d'accès et de niveau des allocations de chômage (en Allemagne, sur les 47% de femmes qui sont chômeuses seulement 28% touchent des allocations de chômage<sup>10</sup>)<sup>11</sup>, les politiques d'austérité prévoient encore de les diminuer.

Certains pays ont rendus leurs critères d'éligibilité aux allocations encore plus strictes, tandis que d'autres comme l'Irlande diminuent leur montant (de 4%<sup>12</sup>) ou encore écourtent la durée d'indemnisation (cf. Danemark à réduit de moitié de 4 à 2 ans la durée des allocations chômage<sup>13</sup>)

Tous ces exemples montrent combien les mesures d'austérité résultant du système dette sont contraires à toute visée émancipatrice des femmes :

Non seulement elles sapent leur autonomie financière ainsi que toute possibilité de mieux pouvoir concilier leurs différents temps de vie via le recours à des services publics – mais elles ambitionnent également de leur faire porter le prix de la crise.

---

<sup>8</sup> Rapport CES p 12-13

<sup>9</sup> Rapport Oxfam p.6

<sup>10</sup> Présentation Jespen pg 60

<sup>11</sup> Les systèmes de protection sociale continuent à être construits sur le concept d'une carrière ininterrompue au cours d'une vie professionnelle allant de 40 à 45ans, ce qui correspond rarement au cycle de la vie professionnelle des femmes

<sup>12</sup> Rapport Oxfam p 31

<sup>13</sup> Jespen

## **2. Les politiques d'austérité minent les programmes instaurant l'égalité des genres**

### *Les politiques d'égalité des genres*

Alors que les mesures de promotion de l'égalité des sexes ne doivent pas être un « luxe » réservé uniquement aux périodes de croissance économique, on constate très clairement que la crise de la dette entraîne une diminution autant de l'attention des politiques que des financements pour les mécanismes d'égalité des genres ainsi que pour la mise en pratique des lois en la matière. Or, l'importance de l'existence de telles politiques est particulièrement criante en période de récession.

A cause des mesures d'austérité, les services de soins pour les enfants et autres personnes à charge deviennent de moins en moins abordables, adéquats, accessibles et leur qualité se dégrade. Or, de bons services de soins sont la garantie pour les femmes :

- d'un meilleur équilibre entre temps de vie professionnel et privé, entre travail productif et reproductif,
- ils facilitent leur participation au marché de l'emploi
- et stimulent l'égalité des genres.

En outre, des services de qualité jouent rôle important dans le développement positif des enfants.

- En Estonie, les heures d'ouverture des services à l'enfance sont réduites empêchant les femmes de les concilier avec leur horaire de travail tandis qu'en Irlande, les prix demandés par les structures d'accueil de la petite enfance ont augmenté. A Dublin, la somme mensuelle par enfant dans les crèches est de 800 à 1000€ !!!<sup>14</sup>

Ce déclin des services de soins a déjà obligé nombre de femmes européennes soit à diminuer leurs heures de travail rémunérées et dès lors, à basculer dans le travail partiel, soit à carrément abandonner le marché de l'emploi. Ainsi le taux d'emploi des femmes d'Europe chute de 12,4% lorsqu'elles ont des enfants (chiffres de 2009 – maintenant ça doit être encore pire)<sup>15</sup>.

On constate à quel point les mesures d'austérité mettent en danger les acquis des combats féministes et renforcent les stéréotypes existants de l'homme gagne-pain et de la femme au foyer.

---

<sup>14</sup> Rapport Lobby p 25

<sup>15</sup> DAWN Impact femmes en Europe de l'Ouest p 10



### *Les associations de femmes*

Les associations de femmes telles que les plannings familiaux, les maisons d'accueil pour femmes battues, violées et mal traitées, les lignes d'écoute et d'aide téléphonique pour femmes en situation de crise, les refuges pour femmes et enfants... seront-elles-aussi directement en ligne de mire des coupes budgétaires imposées au nom de la dette.

Partout en Europe, alors qu'elles ont contribué à des changements significatifs en faveur des femmes, ces associations devront faire face à une diminution de leurs subventions publiques autant que privées. En effet, sous l'effet de la crise, les donateurs privés cotisent de moins en moins pour les secteurs de la solidarité.

Ainsi, bien que la crise soit synonyme d'une féminisation de la pauvreté et d'une augmentation de leur précarité tant financière que psychologique et physique (les chiffres attestent que les violences domestiques ont augmentés avec la crise), les associations de femmes - qui pouvaient leur offrir soutien et perspectives - vont devenir de moins en moins accessibles et devront réduire la quantité et la qualité des services qu'elles pouvaient fournir aux femmes.

En conclusion, on peut, sans crainte, affirmer que la dette détériore en spirale toute politique et processus menant à l'émancipation des femmes en Europe

### **III. La destruction des services publics**

Elle touchera en premier lieu et triplement les femmes :

- Elles sont majoritairement employées dans les services publics (elles représentent 78% de la force de travail des services sociaux et de santé et 60% des enseignants des secteurs primaires et secondaires en Europe) ;
- Mais sont également les premières bénéficiaires des services publics dont l'existence est cruciale pour leur participation au marché du travail et leur autonomie économique. De fait, des équipements collectifs de qualité, en nombre suffisant et accessibles financièrement sont des leviers incontournables de leur émancipation.
- Ce seront-elles qui devront via une augmentation de leur travail non rémunéré et invisible assurer les tâches de soins et d'éducation délaissées par la fonction publique. On assiste ainsi à une véritable substitution des rôles et des responsabilités de l'Etat vers le privé et donc vers les femmes les empêchant de participer pleinement à toutes les sphères de la vie.

### *Coupures dans le système de santé*

Les attaques contre les systèmes de santé en Europe constituent un élément structurant des politiques d'austérité imposées au nom de la dette.

Les femmes seront les premières concernées par ces restrictions budgétaires et ce pour 3 raisons :

1. Comme on l'a vu, les femmes sont majoritaires dans le secteur de la santé et seront ainsi disproportionnellement concernées par les pertes d'emplois qui y seront pratiqué ;
2. Alors que la santé sexuelle et reproductive des femmes leur permet d'exercer un contrôle sur leurs propres corps et dès lors, sur leur vie et participe ainsi énormément à l'égalité des sexes, les mesures d'austérité prévoient de diminuer leurs financements.

Moins de subsides publics seront attribués à la prévention du VIH, aux IVG, aux plannings familiaux, aux services de santé pré et post-natal et aux soins de santé préventif des femmes ;

3. Les fermetures de centres de santé à l'instar de ce qui s'est produit en Bulgarie (depuis septembre 2009, 21 hôpitaux ont été fermés essentiellement dans les petites villes et villages<sup>16</sup>) augmenteront la part du travail CARE (travail de soins/reproductif) des femmes.

### *Coupures dans l'éducation*

Les politiques d'austérité sapent les financements des secteurs de l'éducation où les femmes sont majoritaires.

Elles sont les premières touchées par des pertes d'emplois (en Bulgarie pas moins de 50 écoles ont été fermées<sup>17</sup>) et leurs conditions de travail se dégradent (le nombre d'élèves par professeur a déjà augmenté en Estonie).

En France, on ferme les écoles maternelles publiques et gratuites pour les enfants à partir de 2 ans au profit de « jardins d'éveil » privés et payants, ce qui entraîne des pertes d'emplois dans le secteur public et augmente le prix à payer pour la prise en charge des enfants.

D'autres mesures d'austérité telles la réduction des allocations pour l'achat de livres et de matériel scolaires (cf. Estonie) ou encore la diminution des subsides pour les repas à l'école

---

<sup>16</sup> Rapport Oxfam

<sup>17</sup> Rapport Oxfam

maternelle et primaire (réduction de 2/3 en Hongrie<sup>18</sup>) augmentent les frais liés à l'éducation des enfants généralement pris en charge par les mères

### *La privatisation des services sociaux à la personne*

Elle est accentuée par les mesures d'austérité.

Les carences dans ces services seront compensées par chaque femme individuellement mais aussi surtout par les femmes migrantes et sans-papiers. Ces femmes, souvent non déclarées et donc sans accès à une protection et aux avantages sociaux et professionnels, sont fortement exposées à des conditions de travail proches de celles du travail forcé ainsi qu'aux violences sexistes et/ou racistes.

## **IV. Remise en cause du droit du travail**

Les politiques d'austérité que veulent imposer les gouvernements d'Europe avec l'appui du FMI et des institutions européennes visent une forte dérèglementation du marché du travail synonyme d'un démantèlement de la législation du travail, d'une désagrégation du droit syndical...

Le travail précaire et informel des femmes constitueront plus la norme que l'exception. Au titre du remboursement de la dette publique partout en Europe, les femmes travailleront plus pour gagner moins.

### *Travail flexible, précaire et informel*

Certains employeurs confrontés à une baisse de profits résultant de la récession seront tentés de prendre comme prétexte la crise pour plus exploiter les femmes.

A cause de leur position plus faible sur le marché du travail et dès lors, d'un pouvoir de négociation également amoindri, les femmes acceptent plus « facilement » que les hommes des conditions de travail précaires, avec un salaire diminué et sans sécurité sociale.

Afin de ne pas engager du nouveau personnel, les directions flexibiliseront les horaires des femmes et ne reconduiront par leurs contrats à durée déterminée.

Pour minimiser les charges sociales, éviter le paiement d'impôts et d'autres couts associés au travail formel, certains employeurs n'hésiteront pas à inciter le travail informel des femmes.

---

<sup>18</sup> Rapport Oxfam

### *Augmentation des procédures illégales contre les femmes*

Afin d'« épargner » de l'argent, certains employeurs restreignent les politiques et initiatives favorables aux femmes ou carrément adoptent des pratiques illégales comme le licenciement des femmes enceintes.

Le fait que l'égalité entre les sexes n'apparaît plus comme une priorité pour les gouvernements accentue bien entendu cette tendance.

Bien que les femmes connaissent depuis toujours un risque de perdre leur emploi lorsqu'elles sont enceintes ou après un congé de maternité, ce risque est bien plus élevé en période de récession.

- Ainsi en Angleterre, la Commission pour l'Égalité des Chances reconnaît qu'alors que le nombre de licenciements de femmes enceintes est de 30.000 par an (2009), ce phénomène va encore s'accroître avec la crise de la dette<sup>19</sup>.

Cette conséquence choquante des plans d'austérité n'est pas seulement immorale et nuit profondément à l'égalité des genres sur les lieux de travail – elle est aussi illégale.

### **V. Augmentation de la fiscalité sur la consommation – la TVA**

Les mesures d'austérité pressurisent non pas les riches et les entreprises mais bien les classes populaires.

L'augmentation de la TVA sur les biens de consommation courante (nourriture, biens et services) illustre parfaitement cette réalité.

Elle désavantage les femmes qui assurent les besoins de base et la nourriture de la famille et crée une pauvreté grandissante dans les ménages.

- En Angleterre, la TVA passera de 17,5 à 20% !

---

<sup>19</sup> Pg 67

## VI. Usure généralisée des femmes

Non seulement les Plans d'austérité ne régleront en rien les causes réelles de la crise mais ils vont plonger des millions d'êtres humains dans la misère et la précarité.

Et les femmes seront bien aux premières loges minées par les stress induit par l'obligation d'assumer de multiples rôles, l'usure engendrée par trop de labeur et l'impact psychologique d'une pauvreté s'amplifiant.

Comme on l'a vu, la dette et les Plans d'austérité ne sont nullement neutres du point de vue du genre.

Bien au contraire, ils sont la cause d'un appauvrissement généralisé des femmes tout en durcissant et aggravant les inégalités entre les sexes. Ils ont impulsé :

- une féminisation de la pauvreté,
- une précarisation de l'emploi féminin,
- une augmentation considérable de la charge du travail gratuit fourni par les femmes pour amortir leurs effets dévastateurs
- et détruisent les acquis féministes ...

Or, alors qu'elles en supportent les pires conséquences, les femmes n'ont à payer aucune dette de quelque nature soit-elle. Ce sont elles les véritables créancières au niveau national et international. Elles sont titulaires d'une énorme dette sociale. Sans leur travail gratuit de production, de reproduction et de soins aux personnes, nos sociétés périliteraient tout simplement !

